

## **Réunion du groupe pays Amérique Centrale**

Mercredi 17 novembre 2006 de 10h00 à 14h00

Cités Unies France

9, rue Christiani

75018 Paris

---

### **Rappel de l'ordre du jour**

---

- **Accueil par Marie Pierre Rouger, présidente du groupe Amérique Centrale.**
- **Coopération décentralisée, tourisme responsable et solidaire et développement des territoires en Amérique Centrale :**

Présentation des programmes de la coopération régionale française notamment sur le tourisme responsable et solidaire au Nicaragua et au Salvador :

- Gilles Beville, spécialiste du tourisme, Pôle économique Social et Solidaire au Ministère des affaires étrangères
- Jacques Le Marec, Mission des affaires internationales, direction du tourisme, ministère délégué au tourisme-

Présentation d'Ecotour et perspectives du développement d'un tourisme équitable et solidaire en Amérique Centrale :

- Henry Rosenberg Vice-Président, de l'Association pour un tourisme équitable et Solidaire (ATES)

- **Point sur les résultats des élections au Nicaragua**
- **Tour de table sur les actions en cours.**

---

### **Coopération décentralisée, tourisme responsable et solidaire et développement des territoires en Amérique Centrale**

---

**M. Gilles Beville** a présenté le concept du tourisme responsable et solidaire et la façon de le promouvoir.

Le tourisme responsable et solidaire (TRS) correspond à une vision alternative du tourisme de masse et peut représenter une forme de développement en tant que secteur transversal. Néanmoins le défi consiste à éviter que la majorité des recettes reviennent uniquement aux sociétés du nord, à éviter aussi des déséquilibres régionaux, du fait d'une surexploitation du littoral par exemple. Il est préconisé également d'empêcher un conflit



d'usage des ressources naturelles, un « choc culturel des civilisations » et des dérives mafieuses.

M. Beville a dégagé les caractéristiques, l'impact et les conditions du TRS :

1. Les caractéristiques du TRS consistent à : essayer de prendre en compte tous les paramètres du territoire, de maximiser les retombées économiques sur ce territoire, d'impliquer les populations, de valoriser le patrimoine culturel et naturel , de minimiser les effets négatifs et de tenir compte de la capacité de charge du territoire
2. L'impact concerne : la création de revenus complémentaires, fixe les populations sur le territoire en valorisant les jeunes et évite l'exode rural, implique l'ensemble de la communauté, permet la mise en place de projet de développement pour la collectivité locale et fournit de nouvelles opportunités économiques
3. Les conditions sont : l'articulation entre les acteurs du développement local et entre les niveaux local, régional et national, la constitution de réseaux, la volonté politique d'accompagner un tel développement, la concentration des appuis pour rendre le TRS visible et accessible

En conclusion, il a signalé la nécessité de privilégier une diffusion horizontale du TRS et d'aboutir à une convergence des moyens permettant : une multiplication de l'offre, un accompagnement dans la création des produits et leur promotion sur le marché avec une garantie sociale et environnementale, une évaluation régulière des impacts générés, et une prise en compte de l'ensemble des facteurs de développement du territoire.

L'expérience française avec le TRS repose sur les expériences des ONGs et des tours opérateurs engagés dans ce domaine. Elle répond à un besoin de diversifier les activités économiques, notamment dans le milieu rural.

Actuellement l'Agence française pour le développement (AFD) met en place des actions de coopération sur le terrain et le MAE se charge d'établir les stratégies.

Pour plus d'information consulter le site : [www.tourisme-solidaire.org](http://www.tourisme-solidaire.org)

M. Beville a aussi rappelé que la réédition du Vade me cum « *Coopération décentralisée, tourisme responsable et solidaire et développement des territoires* » avait eu lieu, pour encourager les collectivités à intégrer les nouvelles formes de tourisme dans leurs coopérations. Cette nouvelle version est téléchargeable ou à commander sur le site [www.diplomatie.gouv.fr/cncd](http://www.diplomatie.gouv.fr/cncd)

**M. Jacques Le Marec**, a exposé les axes de travail de la coopération française dans le domaine du tourisme. Il a signalé que l'Amérique centrale, où il existe une forte demande de la part des autorités locales, représentait la priorité du Ministère du tourisme sur le continent américain. De plus, depuis 4 ans, un assistant technique responsable du tourisme au sein du SCAC au Costa Rica a permis de développer la coopération et des échanges dans le domaine du tourisme.



La démarche en Amérique Centrale est unique car elle ne se fait pas au niveau bilatéral mais directement avec les autorités régionales, et concrètement avec l'organisation de sept pays qui forme le Système d'intégration centre-américaine (SICA).

Les 3 axes de travail retenus au niveau régional sont la formation, le développement local et le tourisme rural et communautaire.

La Formation : Il a été envisagé la création d'un réseau d'écoles d'hôtellerie, une dans chaque pays (sauf à Belize). Pour cela, une étude de faisabilité a été réalisée et financée par la France. Actuellement une école fonctionne déjà au Honduras, dans laquelle a été détaché un professeur français qui est chargé de mettre en place des outils pédagogiques correspondant au BTS français. Ainsi 26 élèves suivent cette formation, certains pour devenir eux mêmes formateurs et mettre en place la formation dans les autres pays.

Dans le cas du Nicaragua, l'école de tourisme sera ouverte à Granada, elle a eu un financement de la banque Interaméricaine de Développement (BID). La coopération française aide au montage des dossiers qui seront présentés à la BID et la coopération espagnole va appuyer la création d'une école au Panama.

Des documents en français (dont 1000 DVD) ont été réalisés et diffusés pour aider la formation du tourisme.

Le développement local : Participe à cet axe les ministères de tourisme, de la culture et de l'environnement des 7 pays de la région. Un des objectifs est de créer une route touristique des 17 sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO en Amérique Centrale.

Pour le lancement de la route, un atelier aura lieu en décembre prochain au Panama auquel participeront les 7 ministères de tourisme, de la culture et de l'environnement, ainsi que l'UNESCO et le Ministère français du tourisme.

Un projet-pilote a déjà été mis en place au Salvador sur un site maya méconnu dénommé Joya de Cerén. Le Ministère français du tourisme a obtenu des crédits issus de la Convention France-Unesco. Le projet consiste à développer le tourisme, aménager le site, protéger les excavations, tout en associant à ce développement la population locale. Ainsi tous les acteurs participent à ce projet (les ministères concernés, les gestionnaires du site, la municipalité, les communautés locales...).

Le tourisme rural et communautaire : Concernant ce troisième axe, deux missions d'identification ont été organisées par la fédération nationale des Gîtes de France, sur financement de la Coopération française et du Ministère français du tourisme. Un atelier régional, réalisé en octobre au Costa Rica en présence de la FNGF, a permis de confirmer l'intérêt de développer ce type d'hébergements en Amérique centrale et un programme de travail a été adopté pour 2007.

Beaucoup de chantiers sont en cours, un nouvel assistant technique sera nommé en 2007 ; il aura notamment pour mission d'aider au montage des dossiers de cofinancements avec les organisations multilatérales (BID, BM, UE); les ressources financières françaises étant nécessairement limitées.



**M.Henry Roseberg**, Président de l'association Ecotours créée en 1996, a présenté ses actions menées au Nicaragua depuis 2002, qui développent un tourisme communautaire et équitable. Les principes du tourisme équitable sont les mêmes que ceux du commerce équitable : il doit être solidaire, juste, direct, de qualité, transparent, et doit valoriser les savoirs faire traditionnels.

L'association propose des voyages par petits groupes (de 8 à 12 personnes) pour aller à la rencontre de communautés. Ils constituent pour ces populations des revenus supplémentaires et permettent de développer des projets locaux.

Les frais de voyage sont répartis de la manière suivante :

- Transport : 50% (le prix de billet d'avion pour l'Amérique Centrale est très élevé)
- Prestations locales : 30%
- Soutien aux projets de développement local : 3%
- Frais administratifs : 17 %

Cependant l'association s'est heurtée à un manque d'infrastructures d'hébergement et de logistique. C'est pourquoi la formation des acteurs locaux est indispensable. Dans cette perspective Ecotours a créé en 2005 au Nicaragua le réseau RENITURAL, le Réseau Nicaraguayen de Tourisme communautaire, composé de 25 communes. L'association va mettre en place, avec le soutien du MAE, un projet d'auto construction d'hébergement dans un délai court.

Cette forme de tourisme repose sur un comportement citoyen et une préoccupation pour les populations du sud.

Pour plus d'information : [www.ecotours.fr](http://www.ecotours.fr)

---

### **Débat avec les participants**

---

- Comment concilier les politiques de tourisme de masse décidées au niveau national avec des pratiques démocratiques de tourisme solidaire et responsable basées sur les atouts locaux."
- Le tourisme communautaire est en plein essor, mais reste une démarche complémentaire du tourisme « classique »
- Problème de capacité d'accueil chez l'habitant, différent selon les pays
- Perspectives de développement du tourisme responsable et solidaire au Nicaragua. Dans le cas du Salvador, la stratégie du ministère du tourisme consiste à promouvoir le pays à l'étranger. Pour le Costa Rica, une stratégie nationale a déjà été mise en place.
- Possibilité pour les collectivités françaises qui ont une coopération au Nicaragua d'organiser des voyages avec Ecotours.



- Valoriser la démarche du tourisme responsable auprès de comités d'entreprises
- On ne peut pas parler de politique de tourisme s'il n'y a pas de politiques de santé et d'éducation.

---

### Résultats des élections au Nicaragua

---

Les résultats des élections du 5 novembre 2006 sont selon le journal la Prensa du 17 novembre:

- Présidentielles : FSLN 37,99% , ALN-PC 28,30%, PLC 27,11%. MRS 6,29%, AC 0,29%

- Composition par sièges de l'Assemblée nationale : FSLN 38, PLC 25, ALN 23, MRS 5 + un siège du président sortant M. Bolaños . (source : Journal télévisé « Esta Semana »)

---

### Tour de table entre les collectivités et les comités de jumelage

---

L'association **ER&DE** (Energies Renouvelables et Développement Equitable) soutient les projets d'électrification rurale grâce aux énergies renouvelables dans les pays en développement. Un système éolien et solaire a été installé à Bluefields et dans la Laguna de Perlas au Nicaragua. Des stagiaires volontaires sont envoyés sur le terrain. L'association souhaite établir un partenariat entre la Laguna de Perlas et une collectivité française. Pour plus d'information : [www.er-de.org](http://www.er-de.org)

La **ville de Bouguenais** a présenté ses actions en cours dans le cadre de son partenariat avec la municipalité de El Tuma la Dalia au Nicaragua et avec l'association CESSMA.

Le projet avec CESSMA nommé « *participation citoyenne dans la gestion de l'éducation basée sur l'expérience de participation communautaire et de leadership des enfants* » a obtenu un cofinancement du MAE. Il consiste à renforcer les capacités du Conseil Municipal et des autres acteurs locaux, de leur permettre d'assumer la municipalisation de l'Education et d'améliorer la qualité de l'enseignement. Il a gagné aussi le prix du concours UNESCO « Expériences éducatives pour le développement local au sein des populations rurales » assurant sa mise en œuvre pendant l'année 2006. L'appui de Bouguenais permettra la continuité du projet en 2007.

L'action menée avec El Tuma la Dalia consiste à finaliser les travaux d'extension initiés en 2005 et l'équipement de la bibliothèque municipale.

Une mission au Nicaragua de la ville est prévue en février 2007, elle associera normalement des citoyens de Bouguenais.



Le **Conseil général du Val-de-Marne** continue de développer avec les départements d'Usulután et d'Ahuachapán au Salvador des actions dans le domaine de l'eau l'assainissement et de la santé.

Un programme d'échange de compétences, qui se déroule alternativement au Salvador et dans le Département du Val de Marne, a été mis en place. En octobre 2005, quatre promoteurs de santé ont été accueillis dans les structures de santé du département 94, à l'occasion d'une première session de formation, des médecins et infirmières se sont rendus au Salvador en mars 2006, pour une seconde session. Et un groupe de 4 promoteurs de santé (deux du Département de Usulután et deux du Département de Ahuachapán) accompagnés d'un médecin, responsable d'un des centres de santé communautaire, ont séjourné 15 jours en Val de Marne. Cette initiative réussie a permis aux professionnels de deux départements salvadoriens de se rencontrer et d'échanger. De plus un très grand nombre de services du département du Conseil général du Val-de-Marne a été impliqué. Il est possible sur le site du [cg94.fr](http://cg94.fr) dans la rubrique web TV « international » de visionner un reportage sur la venue de cette délégation.

La **ville de Vaulx-en-Velin** poursuit son partenariat avec la ville de Sebaco au Nicaragua engagé depuis 20 ans. Actuellement un projet de développement durable se met en place en partenariat avec le Secours Populaire, la ville de Bezons et l'association BASIC. Il a été approuvé par l'UE.

Dans un premier temps, sera mis en place un projet pilote dans la commune de Monte Grande, en vue de le développer dans d'autres communes avoisinantes. Le partenaire local est la FADESE (alliance des trois associations nicaraguayennes qui oeuvrent pour le développement de la ville de Sébaco et des 26 communautés qui y sont rattachées). Ensuite, la création d'un centre de production durable est prévue. Il développera des techniques de production dans les domaines de l'élevage, dans celui des cultures agricoles et de la création de banques de semences financées par le MAE. L'objectif est d'aboutir dans 3 ans à une suffisance alimentaire.

La question de la continuité des projets et de leurs autonomies a été évoquée comme une difficulté, à prendre en compte lors de la création du projet, pour que soit envisagée à termes une reprise du projet par le partenaire local.

L'association **BASIC** en plus de sa participation au projet de Vaulx-en-Velin, a envoyé 3 jeunes de Bezons pour développer une action de formation sur l'hygiène et l'environnement dans 2 communautés de Sebaco. Avec les jeunes et les enfants des communautés, ils ont organisé le tri sélectif et le mode de destruction des déchets. Cette action a continué après leur départ.

Des difficultés de communication ont été signalées par BASIC et Vaulx-en-Velin avec leur partenaire ADCH (Association pour le développement de Chaguitillo).

**La ville de Fougères** a fêté ses 20 ans de jumelage avec la ville de Somoto. Actuellement les projets répondent aux besoins de bases de la population « on est dans la survie et



moins dans des projets d'auto suffisance alimentaire » a dit Marie-Pierre Rouget. La ville de Somoto dépend de la coopération internationale (80% de son budget), ce qui la rend très fragile.

On s'interroge sur le choix du Maire concernant la création d'une zone franche.

---

### **Conclusion**

---

La prochaine réunion du groupe sera sur l'état de l'éducation Amérique centrale et en particulier au Nicaragua

---

### **Liste des participants**

---

Victoria BECERRA, Association Apoyo Urbano

Gilles BEVILLE, spécialiste du Tourisme, MAE DGCI

Marie-Christine DELACROIX, Collaboratrice Cabinet Conseil Général du Val de Marne

Jeanne GOLDET, Cités Unies France, Stagiaire

Jean-Paul GROS, Chargé de Mission à l'ER&De (Energies Renouvelables et Développement Equitable)

Françoise LEDUC, Vice-Présidente de l'ABJC et Pilote du groupe de travail  
« Nicaragua »

Jacques LE MAREC, Chargé de mission Amériques, Mission des affaires internationales du Ministère déléguée au Tourisme

Jean-Pierre MARCHAND, Trésorier adjoint de BASIC

Rachida MAHMOUDI Chargée d'études Conseil Général du Val-de-Marne

Félicia MEDINA Cités Unies France Pôle Amérique Latine

Patricia PASCO, Responsable du service Jumelage Coopération de la ville de Bouguenais

Janine PLANER, Adjointe de la vie sociale et de la coopération internationale de la ville de Bouguenais

Marie Pierre ROUGER, Adjointe au maire de Fougères, Présidente du Groupe Amérique Centrale

Gilbert TOMADA, Directeur Général des services de Vaulx-en-Velin

Pierre SANTRAUD, Secrétariat à l'ER&De (Energies Renouvelables et Développement Equitable)

Henry ROSENBERG, Directeur d'ECOTOURS